

LE P/APW DE BÉJAÏA SAISIT LE CHEF DU GOUVERNEMENT

«Halte au démantèlement des entreprises économiques de notre wilaya !»

Elles sont une vingtaine d'entreprises publiques réparties dans diverses communes de la wilaya de Béjaïa qui sont menacées de privatisation. L'incertitude de l'avenir de milliers de familles plane davantage devant cette «amère» réalité.

La sonnette d'alarme vient d'être tirée par les syndicats des travailleurs et des politiques de la région, entre autres le P/APW qui a interpellé le chef du gouvernement par le biais d'une correspondance. «Sous le prétexte de modernisation de notre économie, nous assistons à l'application de formules toutes simples, se résumant soit en la fermeture de nos entreprises et leur liquidation, soit en la cession de leurs actifs à travers la privatisation.

Cette façon de faire, sans distinction, sans concertation préalable, mais surtout sans transparence, n'augure rien de bon pour des milliers de travailleurs, qui n'aspirent qu'à rebâtir la confiance et faire renaître l'espoir, au moment où notre pays amasse des milliards de dollars, et paradoxalement en panne de meilleures perspectives socioéconomiques», souligne M. Ferhat dans sa missive, avant d'argumenter ses doléances par de multiples interrogations, il dira : «Comment peut-on parler encore de relance de notre économie quand le mode opératoire est dévoyé de son objectif ? Sinon quelle autre explication donner à toutes les politiques de mise à niveau appliquées jusqu'à cette

dernière, qui n'est autre que la privatisation, dont l'objectif est censé être le redéploiement de nos entreprises afin de s'insérer dans les meilleures conditions dans le marché national et international ?

Le processus de privatisation et de partenariat appliqué jusqu'à ne répond pas à l'objectif stratégique de préservation et de réhabilitation de l'appareil de production national, ainsi que la préservation ou l'extension de l'emploi, par l'apport de nouveaux investissements, de technologie moderne, de marché ou encore de mise en place d'une gestion renouvelée».

«L'Etat se désengage au profit des investisseurs non fiables, non professionnels, qui, le plus souvent, sont aidés par l'Etat qui leur octroie des lignes de crédits et des facilités, sans exigence de garanties y compris en matière de création et de sauvegarde des emplois ! » écrit le président de l'Assemblée populaire de Béjaïa au chef de l'exécutif. Selon M. Ferhat, la situation actuelle donne l'impression de flou, avec absence de visibilité et de lisibilité, caractérisée par un climat de confusion et un environnement des affaires marqué par la «cor-

ruption» à tous les niveaux. «Sinon comment expliquer la déstabilisation tous azimuts de nos meilleures entreprises locales, régionales, telles que le COGB, l'EPLA, unité liège Aokas, Entreprise d'électrification (ETDE) ou encore l'Unité Grues de Béjaïa... qui, au plan économique, sont bien positionnées dans notre région enclavée, mais surtout marquée par le sous-développement et toutes ses conséquences, dont les plus marquantes sont le chômage endémique, le désespoir, avant le recours à l'extrême (suicide, hargaa...), ce que toute conscience ne saurait taire», estime ce dernier. Et d'ajouter : «La situation est grave, aucune réforme n'a point de salut, et ne saurait aboutir, sans l'accompagner d'une bonne gouvernance, dont le socle est la transparence, la concertation et l'adhésion, qui sont absolument requises, lors de grands choix de devenir des populations. Aussi, nous interpellons nos décideurs sur les conséquences graves des décisions économiques déjà appliquées jusqu'à, sans élaboration préalable d'un bilan socioéconomique. En effet, la fermeture sans discernement des entités économiques a plongé des pans entiers de notre population dans une plus grande paupérisation, et un désarroi devant un avenir incertain. Il va sans dire qu'une telle situation est toujours accompa-

gnée de fléaux sociaux qu'elle génère. C'est ainsi que le chômage, la malvie, et surtout le désespoir sont devenus le quotidien des populations.» Les élus de Béjaïa, face à cette logique de «bradage» des entreprises publiques, tentent tant bien que mal de préserver au moins celles qui fonctionnent bien. Ils pensent que si des révisions patriotiques ne sont pas introduites dans les choix actuels, la fermeture des entités rentables et économiquement viables ne saurait se réaliser sans se révolter et dénoncer haut et fort cette nouvelle «forme de redéploiement» aux desseins obscurs.

Enfin, M. Frehat et son équipe élue de l'Assemblée populaire de wilaya précisent qu'ils ne ménageraient aucun effort et demeurent vigilants et mobilisés pour mettre en échec cette politique du rouleau compresseur des réformes, «injustes et aveugles, ainsi que la loi du silence qui entoure ce processus appliqué comme une recette de cuisine, car, telles sont les exigences des tenants de l'ouverture de notre économie au capital. Et d'ajouter : «Nous vous mettons en garde sur le risque de l'application d'une politique sans limite, préalablement définie, le pays va irrémédiablement solder sa souveraineté et son indépendance, pour lesquelles sont tombés nos martyrs.»

Kamel Gaci

BOUIRA

Journée d'information et de sensibilisation sur l'avortement à risque

«Est considéré un avortement à risque tout procédé d'interruption de grossesse non désirée faite soit par des personnes qui n'ont pas les qualifications requises, soit dans un cadre qui ne répond pas aux exigences médicales minimums, soit les deux à la fois, et qui par voie de conséquence, expose les femmes à des risques accrus de morbidité et de mortalité.»

Selon des statistiques officielles, il y a 8 000 cas d'avortement annuellement contre 77 500 naissances dont 7 000 hors mariage, soit 10,5 avortements pour 100 naissances. Autres données chiffrées : l'année passée, il y a eu durant 8 mois, 78 cas de femmes décédées et 21 cas d'avortement clandestin à la même période.

Ce sont là les chiffres communiqués par le président du bureau de wilaya de l'AAPF, le Dr Malek, qui citera, également lors de son intervention, les conséquences de l'avortement à risque comme les infections locales de l'utérus et les complications régionales infectieuses, ainsi que les séquelles, chroniques comme les salpingites et les para-métrites et psychiques dont la névrose dépressive, les complexes de culpabilité et d'indignité. Il y a aussi les risques de stérilité, les irrégularités menstruelles, la métrorragie et les aménorrhées.

Durant cette journée d'information et de sensibilisation, organisée par le bureau de wilaya de Bouira de l'AAPF (Association algérienne pour la planification familiale) à laquelle étaient conviés plusieurs spécialistes ainsi que des représentants des différents secteurs sanitaires de la wilaya de Bouira, il a été présenté également d'autres communications liées à la question, notamment l'approche religieuse de l'avortement, juridique et psychosociologique, l'enfance abandonnée, les moyens de la prévention.

Auparavant, le représentant de la police a donné quelques chiffres concernant les nouveau-nés abandonnés vivants ou mort-nés. Le conférencier fera savoir que pendant l'année 2007, il a été retrouvé 18 bébés mort-nés dont

10 au niveau de la seule commune de Bouira, le chef-lieu de wilaya. Il dira que ces bébés sont retrouvés souvent au niveau des décharges intercommunales.

Concernant l'approche religieuse de l'avortement, Kari Kamel-Eddine, docteur d'Etat en sciences islamiques, parlera de la vision des quatre grands rites sur la question. Il fera savoir que dans l'ensemble, les quatre rites sont unanimes à dire qu'à partir du quatrième mois de grossesse, période à laquelle le fœtus prend la forme humaine, l'avortement est illicite sauf dans quelques cas comme celui dans lequel le fœtus présente des tares majeures pouvant porter atteinte à la mère ou celles de malformations dangereuses pour le bébé.

Concernant l'approche juridique, le Dr Si Youcef, maître de conférences au centre universitaire de Bouira, parlera de trois sortes d'avortement, à savoir l'avortement naturel, qui survient à cause de la maladie de la mère ou dans des cas de maladies génétiques, l'avortement thérapeutique, qui est pratiqué sur avis du médecin dûment assermenté pour sauver la vie de la mère (article 72 de la loi 85/05 du 17 février 1985 relative à la protection de la santé) et, enfin, l'avortement criminel qui est sévèrement réprimé par la législation algérienne notamment, dans les articles 304 à 314 du code pénal.

Ainsi, fera-t-il savoir, parmi tous ces articles, seul le 308 parle de la possibilité d'avortement en stipulant que «l'avortement n'est pas puni lorsqu'il constitue une mesure indispensable pour sauver la vie de la mère en danger et qu'il est ouvertement pratiqué par un médecin ou un chirurgien après avis donné par lui à l'autorité administrative».

Concernant les peines encourues pour l'acte d'avortement, l'article 305, expliquera le Dr Si Youcef, stipule que «quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences ou par tout autre moyen, a provoqué ou tenté de provoquer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte, qu'elle y ait consenti ou non, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 500 à 10 000 DA». Plus loin, l'article 306 du code pénal définit toutes les personnes pouvant être incriminées dans l'avortement. Ainsi, on y lit : «Les médecins, sages-

femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens ainsi que les étudiants en médecine ou en art dentaire, bandagistes, marchands d'instruments de chirurgie, infirmiers, masseurs et masseuses, qui ont indiqué, favorisé ou pratiqué les moyens de procurer l'avortement, sont, suivant les cas, punis à des peines prévues aux articles 304 et 305». Des peines pouvant se transformer en réclusion à temps, si par l'acte d'avortement, la mère décède. En ce cas-là, précise le conférencier, l'article 304 chapitre 2 stipule que «si la mort en est résultée, la peine est la réclusion à temps, de 10 à 20 ans».

Et au sujet des peines, même la mère qui décide de recourir à l'avortement est punie par la loi dans l'article 309 du code pénal qui stipule que «est punie d'un emprisonnement de six à deux ans et d'une amende de 250 à 1 000 DA, la femme qui s'est intentionnellement fait avorter ou a tenté de faire, ou qui a consenti à faire usage de moyens à elle, indiqués ou administrés à cet effet».

Enfin, dira le conférencier, le législateur algérien, et pour être intransigeant vis-à-vis de ces actes d'avortement «clandestins», les médecins qui recourent à ces procédés se verront interdits d'exercer à vie leur métier. On trouve ce cas de figure expliqué dans l'article 311 du code pénal qui stipule que «toute condamnation pour une des infractions prévues par la présente section comporte de plein droit, l'interdiction d'exercer aucune fonction et de remplir aucun emploi, à quelque titre que ce soit, dans les cliniques ou maisons d'accouchement et tous établissements publics ou privés recevant habituellement à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse».

Enfin, rappelons que l'avortement a été classé par catégories au niveau des pays arabes, du degré de tolérance zéro classé en A comme l'Irak ou l'Arabie Saoudite, à un degré moindre classé en B dans lequel figurent l'Algérie et le Maroc, qui comme le prévoit leurs législations, laisse quelques marges de manœuvres pour l'avortement, et enfin, la classe C, c'est-à-dire où l'avortement est largement toléré comme la Tunisie, seul pays arabe à admettre ce procédé.

Y. Y.

ALGER
Incivisme

et vandalisme à la forêt de Bouchaoui

Etant l'un des rares espaces récréatifs dans la capitale, la forêt de Bouchaoui draine un monde considérable, notamment durant les week-ends. Et en perspective de la saison estivale qui approche à grands pas, une campagne de sensibilisation contre les incendies de forêt s'est tenue jeudi 29 mai dernier au niveau de ce bois, en présence de l'administration forestière et des services de la Protection civile. «Nos brigades de surveillance ont été renforcées pour palier à tout départ de feu», nous dira un forestier rencontré sur les lieux. «L'incivisme des visiteurs fait craindre le pire. Les gens qui organisent des barbecues et oublient d'éteindre le feu sont légion», déplore-t-il.

L'incivisme prend d'autres proportions. Il suffit de faire un tour dans cette forêt pour le constater. Les balançoires aménagées il y a à peine une année sont cassées, les tables des aires de pique-niques démontées et les clairières offrent un décor hideux par l'amoncellement de détritus. «Chaque samedi matin, nous ramenons jusqu'à 4m³ de déchets — emballages, cannettes, papiers, sachets. Par ailleurs, des camionneurs indécents attendent la nuit pour venir déverser, en catimini, des tonnes de gravats à l'intérieur de la forêt, sans parler des commerçants illicites vendant tout et n'importe quoi sans aucun respect des règles d'hygiène les plus basiques. Les chevaux passant au galop ne sont pas là pour arranger les choses. Ils soulèvent des nuages de poussière et dérangent pique-niqueurs et promeneurs. A ce propos, un circuit réservé à cette attraction sera bientôt aménagé. L'ire des promeneurs à la recherche de calme est aussi à son paroxysme à cause d'enfants conduisant des scooters et autres quad.» Des actes d'incivisme qu'il est grand temps de bannir pour le bien-être de tous.

Sabrina Inal

JOURNÉE
DE L'ENVIRONNEMENT

Staouéli, Ghardaïa
et Djelfa, villes-pilotes

Dans le cadre du programme d'action relatif à la Journée de l'environnement, les localités de Staouéli, Ghardaïa et Djelfa ont été désignées villes-pilotes pour la mise en œuvre d'une stratégie marketing pour l'environnement. Ces dernières ont été choisies pour expérimenter un plan de communication, de sensibilisation, de proximité pour la promotion d'une culture éco-citoyenne. L'objectif de l'action de mobilisation est d'accroître la compréhension de la communauté dans sa relation avec la gestion des déchets et les changements apportés au milieu physique naturel. Les enfants ne sont pas en reste, puisqu'un programme a été lancé en direction des 25 établissements scolaires.

Par ailleurs, en prévision de la Journée de l'environnement (5 juin), un plan média a été tracé. Il consiste en l'association des radios, journaux et autres supports médiatiques aux fins de véhiculer l'information et vulgariser les valeurs de la protection de l'environnement.

N. M.

162 LOGEMENTS SOCIAUX-
PARTICIPATIFS À AÏN-BEIDA

Les bénéficiaires
s'insurgent

Lancé en grande pompe depuis 2006 par le promoteur AFL (Agence foncière locale), le programme des 162 logements traîne toujours. En effet, les acquéreurs, sommés de s'acquitter de leur apport initial qui s'élève à 300 000 DA les F3 et 400 000 DA les F4, attendent toujours leurs logements. Prévus initialement pour un délai de réalisation de 18 mois, à ce jour seuls 5 blocs (50 logements) ont l'air d'être en voie d'achèvement, le reste est au stade des fondations et des plates-formes.

M. Medkour qui représente l'association des bénéficiaires s'est rapproché de notre journal : «L'Agence foncière, promoteur de ce projet, nous a leurrés. Au départ, un délai de 18 mois était acceptable ; deux ans après, nous nous rendons compte que ces logements n'ont pas l'air d'être achevés.» Et d'ajouter : «La majorité des souscripteurs sont locataires pour pas moins de 5 000 DA le mois. Qui supportera ces charges locatives ?»

Le président de l'association pour appuyer ses inquiétudes nous fait visiter le site où nous découvrons l'état des chantiers abandonnés par certains tâcherons et carrément à l'arrêt et rien ne présage que les travaux reprendront de si tôt comme en témoignent les broussailles.

Les bénéficiaires, sidérés par cette situation qui leur engendre des charges difficiles à supporter, sont décidés à aller jusqu'au bout et comptent saisir le wali.

Moussa Chtatha